

**TROISIÈME PHASE DE RECASEMENT
AU QUARTIER BARDO DE CONSTANTINE**

La suspicion des recasés

L'évacuation des locataires du quartier Bardo de Constantine se poursuit. La grogne de ces derniers n'est pas près de prendre fin.

En cause, l'opacité qui caractérise la gestion de cette opération. Encore une fois, les services de la wilaya n'ont pas affiché la liste nominative des heureux bénéficiaires, mais ont préféré leur transmettre des convocations.

Hier, ces services ont procédé au tirage au sort pour le relogement de quatre-vingt-deux familles, celles qui occupaient, précise-t-on, les immeubles longeant l'avenue Rahmani-Achour (ex-avenue d'Angleterre). Si certain ont exprimé leur mécontentement du fait qu'elles n'ont pas apprécié le recasement dans des appartements de type F2, l'opération, organisée à l'ex-Université populaire, s'est déroulée, il est vrai, sans incident.

Cependant, les immeubles en question ne comptent pas autant de familles, selon un propriétaire du quartier. Suivant ses dires, ce

chiffre (le nombre de familles relogées à l'occasion) a dû être augmenté au profit d'indus occupants. Il appuiera ses dires par les absences enregistrées durant la séance de tirage au sort lors de laquelle les bénéficiaires, dirait-il, ont préféré ne pas faire acte de présence pour ne point se faire remarquer.

Est-ce la dernière phase de recasement au quartier Bardo ? Pour le moment, les locataires du «Bâtiment noir» et des deux bâtisses d'en face n'ont pas été relogés. Les officiels présents hier à l'occasion du tirage au sort, à savoir le chef de daïra et

le chef de cabinet du wali, n'ont pas daigné élucider cette question. Au contraire, ils ont jeté la suspicion sur la démarche de la wilaya. «Ce sont les derniers à recaser. Et puis, pourquoi cherchez-vous à savoir le sort des autres immeubles ?», dira le chef de cabinet. Le chef de daïra, pour sa part, a précisé qu'ils ne seront peut-être pas les derniers. «Pour le moment, oui. S'il y a lieu d'évacuer d'autres familles, nous le ferons», avancera-t-il.

Notons que ce «Bâtiment noir», situé au bas de l'ex-avenue d'Angleterre, qui, apparemment, n'est pas appelé à être démoli, compte à lui seul pas moins d'une centaine de familles.

Les relogés, eux, se posent la question de savoir si leurs voisins, qui occupent cet immeuble et les des deux bâtisses d'en face, ne seront expropriés.

«C'est la politique de deux poids deux mesures. Autant dire que nous habitons le même site et nos maisons n'ont rien à envier à ces immeubles», renchérit un autre recasé.

Enfin, la commission de recours entamera son travail demain (lundi) au même titre que les services qui s'occuperont du déménagement des familles concernées par le recasement.

Sauf qu'il conviendrait de préciser que seuls les exclus de cette troisième phase peuvent introduire des recours, soulignera le chef de daïra.

A titre d'exemple, les recours des familles qui vivent dans les locaux de la fourrière communale, depuis le recasement de la première partie du quartier en janvier dernier, ne seront pas pris en compte.

L. H.

DIGROMED

Les salariés montent au créneau

Le torchon brûle entre la direction de l'entreprise Digromed, distributeur national de produits pharmaceutiques, et les salariés. Une grève illimitée sera déclenchée dès demain. Le recours à la grève a été décidé par les employés de Digromed, après réunion de ses deux structures, le syndicat et le comité de participation de l'entreprise. La situation de l'entreprise serait alarmante selon ses salariés. «L'entreprise est en cessation d'activité.

C'est une situation qui perdure depuis deux années», souligne le président du syndicat, et d'ajouter :

En fait, après réception du procès-verbal de non conciliation avec le P-dg de l'entreprise, suite à la remise de la plateforme de revendications, le syndicat national et le comité de participation ont unanimement décidé le déclenchement d'une grève illimitée, touchant toutes les unités de Digromed à travers le territoire national. Déterminés, les salariés insistent sur le fait que cette grève durera jusqu'à la satisfaction de toutes leurs revendications. En fait, les revendications des 996 salariés se résument en trois points essentiels, avec entre autres, l'application intégrale du protocole d'accord finalisé, se rapportant aux départs volontaires et ou aux retraites. En outre, il est réclamé des solutions concernant les arriérés de salaire. En effet, les employés de Digromed, unité commerciale d'El-Harrach, affirment n'avoir guère perçu leurs salaires depuis 7 mois. Cette situation prévaut également dans les unités de l'est, du centre et de l'ouest du pays, où la durée des salaires impayés varie entre 2 et 7 mois. En conséquence, les travailleurs appellent au règlement définitif du problème des salaires impayés. Pour ce faire, ils estiment primordiaux, la relance réelle de l'activité et le recouvrement des créances qui «assureront les salaires à venir». Estimant que la reprise des actifs est un droit, les salariés contestataires réclament, de ce fait, que les deux parties employeur et propriétaire «s'engagent concrètement» dans la satisfaction de ce droit. Il s'agit «d'une solution juste et rapide pour alléger les charges de l'entreprise», affirme notre interlocuteur. Les opérations ont déjà été entamées, affirme le syndicat. Par le biais de cette procédure, les travailleurs souhaitent pouvoir acquérir leurs unités. Il convient de signaler qu'une conférence de presse est prévue demain, jour du déclenchement de la grève, à 10h 30 au sein de l'unité commerciale d'El-Harrach.

Wassila Z.

**LES NOUVEAUX DISPOSITIFS D'INSERTION SOCIALE
À TIZI-OUZOU**

Plus de 18 000 diplômés demandeurs d'emploi

On sait que les anciens dispositifs d'insertion des jeunes, à savoir Tup Humo, CPE, ESIL et IAIG, qui ont largement montré leurs limites, sont remaniés et transformés dans la forme et dans le fond. Ils sont devenus, sur le plan de la forme, des dispositifs d'insertion sociale avec les appellations suivantes : ABC, PID, PAIS et IAIG.

A travers cette nouvelle forme de lutte étatique contre le chômage, les activités pour les besoins collectifs (ABC), qui a pour but affiché d'améliorer le cadre de vie de la population et de pourvoir, à cet effet, 7 secteurs d'activités en main-d'œuvre, n'a bénéficié qu'à l'environnement. Il s'agit de 15 projets d'embellissement du chef-lieu de wilaya qui ont généré 293 emplois et une enveloppe de 19 703 291,40 DA, d'après un rapport de la DAS présenté à l'exécutif de wilaya en date du 19 novembre dernier.

Dans le même ordre d'idées, l'opération «blanche Algérie», destinée à l'assainissement des quartiers et à l'insertion socioprofessionnelle des jeunes chômeurs à travers la création de micro-entreprises, a touché 26 communes de la wilaya de Tizi-Ouzou où il a été ouvert, selon la même source, 25 chantiers de 288 emplois pour une somme de 54 600 000 DA, et ce, pour l'exercice 2008, soit une enveloppe inférieure à celle de l'exercice précédent qui, avec un nombre de projets équivalent et un nombre de communes inférieur à 17, a bénéficié de 56 700 000 DA pour une création 216 emplois. Soit en deux ans, 504 emplois créés pour une enveloppe de 111 300 000 DA pour 53 projets parmi lesquels 35 sont toujours en cours de réalisation et

7 micro-entreprises créées. La prime d'insertion des diplômés (PID) porte sur un programme d'insertion de 980 universitaires et de 420 techniciens supérieurs, soit 1 400 postes pour 18 577 demandes reçues, en 7 mois, du 22 mars au 18 novembre de l'année en cours, 18 309 d'entre elles étant enregistrées et 268 rejetées, indique le responsable de la DAS.

Sur le quota de 1 400 postes alloués à la wilaya, 840 sont dans le secteur administratif, 372 dans le secteur économique public et 168 dans le secteur économique privé. Les collectivités locales ont accueilli 25,89 %, l'éducation 20,79 %, la santé 20,63 % de ces placements et 7 autres secteurs se sont partagés le reste, soit près de 33 % avec des proportions allant de 2,67 % à 6,88 %. En cumulant les placements des années 2006, 2007 et 2008, on atteint tout juste 3 048 demandes satisfaites.

Le quota alloué à la prime d'activité et d'insertion sociale (PAIS) est satisfait dans son intégralité, soit 4 179 postes d'emploi, selon le rapporteur, 2 631 ayant bénéficié au sexe féminin et 1 548 au sexe masculin.

Ce sont des diplômés, des exclus du système scolaire ou sans qualification âgés de 18 à 30 ans. L'indemnité pour activité d'intérêt général (IAIG) destinée aux catégories vulnérables, totalise un chiffre de 6 470 postes alloués dont 385 seulement pour l'année 2008. Le sexe féminin représente 3 489 contre 2 981 hommes bénéficiaires de cette prime financée à hauteur de 233 280 000 DA d'après l'estimation du responsable concerné qui rappelle que 2 850 demandes de cette catégorie restent à satisfaire.

Révisés dans le fond et dans la forme, dans les procédures

administratives et le secteur gérant, ces nouveaux dispositifs semblent, selon le DAS qui se base sur le nombre de micro-entreprises créées et d'emplois générés, «suscitent un engouement» chez les catégories ciblées qui sont à la recherche d'un emploi.

De son côté, le directeur de l'emploi a présenté le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) institué par le décret exécutif du 19 avril 2008 visant à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes, à promouvoir l'emploi des jeunes à travers des programmes de formation-emploi et recrutement s'adressant à 3 catégories de primo demandeurs d'emploi, à savoir, premièrement, les diplômés de l'enseignement supérieur et les techniciens supérieurs pour les contrats d'insertion des diplômés (CID) deuxièmement, les jeunes sortant de l'enseignement secondaire et des centres de formation professionnelle ou ayant achevé un stage d'apprentissage pour les contrats d'insertion professionnelle (CIP), troisièmement, les jeunes chômeurs sans formation ni qualification pour les contrats formation insertion (CFI).

Les jeunes concernés par cette catégorie sont placés soit dans les chantiers de travaux divers initiés par les collectivités locales soit dans les différents secteurs d'activité ou encore auprès des maîtres-artisans, indique le directeur de l'emploi précisant, par ailleurs, la durée desdits contrats, les conditions d'éligibilité, les organismes et employeurs susceptibles d'accueillir les jeunes contractuels ainsi que les rémunérations et bourses prévues pour chaque type de contrat.

Et, enfin, les mesures incitatives au recrutement. On

apprend ainsi que les jeunes insérés dans le cadre des contrats CID et CIP peuvent bénéficier des contrats de formation emploi financés à hauteur de 60 % par le dispositif pendant 6 mois maximum.

Le contrat de travail aidé, dont peuvent bénéficier les jeunes des catégories CID, CIP et CFI recrutés par les entreprises publiques ou privées, peut s'étaler sur 3 ans dans le premier cas, sur 2 ans dans le second et sur 1 an dans le dernier cas.

La rémunération est dégressive de 55 % à 35 % pour les CID diplômés de l'enseignement supérieur, de 50 % à 30 % pour les techniciens supérieurs, de 47 % à 35 % pour les CIP et de 53 % pour les CFI avec, bien évidemment, des catégories et des points indiciaires différents.

Les employeurs et les organismes qui s'inscrivent dans l'esprit de ces mesures incitatives au recrutement bénéficient, par ailleurs, d'une réduction de l'IRG, l'IBS et d'un abattement de la cotisation patronale à la sécurité sociale, indique encore la même source, ajoutant que le recrutement des primo demandeurs d'emploi ouvre droit à un abattement plus important.

A la lumière de ce qui précède, on peut se demander si le chevauchement et la complexité de toutes ces formules ne risquent pas de porter atteinte à la relance de l'emploi, objectif théoriquement recherché par la transformation de l'ancien dispositif au bilan plutôt négatif.

Les chiffres relatifs aux différents quotas alloués, aux universitaires demandeurs d'emploi et aux placements effectués, donnent d'ores et déjà un avant-goût du grand écart séparant la demande croissante de l'offre qui ne suit pas.

B. T.